

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/GEN/8  
18 février 2003

(03-1020)

---

## Comité du commerce et de l'environnement

### QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES SOULEVÉES DANS LE CADRE DES NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE

Déclaration de M. Frank Wolter<sup>1</sup> à la Session ordinaire du  
Comité du commerce et de l'environnement  
le 14 février 2003

#### Paragraphe 51

#### A. NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE: MANDAT ET PROCESSUS DE NÉGOCIATION

1. Les négociations sur l'agriculture ont été lancées en mars 2000 conformément à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, à la suite d'un processus d'analyse et d'échange de renseignements mené durant trois ans au Comité de l'agriculture. L'article 20 prescrit la tenue de négociations en vue de la poursuite du processus de réforme compte tenu, entre autres, des considérations autres que d'ordre commercial, du traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres et de l'objectif qui est d'établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, et des autres objectifs et préoccupations mentionnés dans le préambule de l'Accord. La nécessité de protéger l'environnement est l'une des considérations autres que d'ordre commercial explicitement mentionnées dans le préambule. Durant la première phase des négociations (mars 2000-mars 2001), un nombre sans précédent de participants – 121 – ont présenté, soit individuellement soit en tant que coauteurs, des propositions pour examen par la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture. La deuxième phase (mars 2001-mars 2002) a été consacrée à des discussions approfondies de ces propositions et de nouvelles contributions soumises par les participants.

2. La Déclaration ministérielle de Doha donne un nouveau statut aux négociations. Conformément au mandat de Doha, les Membres se sont engagés à mener des négociations globales visant à des améliorations substantielles de l'accès aux marchés; des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif; et des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. Le traitement spécial et différencié pour les pays en développement fera partie intégrante de tous les éléments des négociations et sera incorporé dans les Listes de concessions et d'engagements et selon qu'il sera approprié dans les règles et disciplines à négocier, de manière à être effectif d'un point de vue opérationnel et à permettre aux pays en développement de tenir compte de leurs besoins de développement, y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural. En outre, les Ministres ont confirmé que les considérations autres que d'ordre commercial seraient prises en compte dans les négociations comme il est prévu dans l'Accord sur l'agriculture.

3. Enfin, les Ministres sont convenus d'un délai pour les négociations sur l'agriculture: les modalités pour les nouveaux engagements, y compris les dispositions pour le traitement spécial et

---

<sup>1</sup> Directeur de la Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC.

différencié, seront être établies au plus tard le 31 mars 2003. Les participants présenteront leurs projets de Listes globales fondées sur ces modalités au plus tard à la Conférence ministérielle de Cancún. Les négociations sur l'agriculture devront être conclues dans le cadre du programme de négociation dans son ensemble, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### B. CONSIDÉRATIONS AUTRES QUE D'ORDRE COMMERCIAL

4. Depuis le processus d'analyse et d'échange de renseignements et durant les différentes phases des négociations sur l'agriculture, les Membres ont discuté des questions environnementales comme d'une considération autre que d'ordre commercial. De nombreux Membres ont exprimé des points de vue et présenté des propositions à ce sujet. Parmi les autres considérations autres que d'ordre commercial évoquées au cours des négociations figurent la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence, la réduction de la pauvreté, le développement rural, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le bien-être des animaux. Un relevé des propositions spécifiques qui ont été présentées figure dans la Récapitulation sur les négociations (TN/AG/6, 18 décembre 2002).

5. Dans les négociations, la question de savoir si des considérations autres que d'ordre commercial comme la protection de l'environnement sont des objectifs de politique générale légitimes n'a pas été au centre des débats. Beaucoup pensent que tel est le cas. Le débat a plutôt porté sur la question de savoir quels étaient les instruments appropriés et efficaces pour atteindre ces objectifs et c'est sur ce point que les opinions divergent. Il peut également être intéressant de noter que dans le cadre des discussions sur ces questions, plusieurs pays en développement ont souligné que leurs préoccupations liées à des considérations autres que d'ordre commercial avaient une dimension fondamentalement différente de celles des pays développés.

#### C. INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE DE LA PROTECTION ET DU SOUTIEN AYANT DES EFFETS DE DISTORSION DES ÉCHANGES DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

6. Dans les discussions liées à l'environnement, le rôle de la protection et du soutien ayant des effets de distorsion des échanges a occupé une place importante. De nombreux Membres reconnaissent que la production agricole peut avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur l'environnement. Cependant, les points de vue divergent sur l'incidence environnementale des politiques agricoles ayant des effets de distorsion des échanges.

7. Un certain nombre de Membres développés et en développement ont souligné que le commerce et la protection de l'environnement se renforçaient mutuellement et que la réduction des distorsions des échanges améliorerait l'environnement par son incidence positive sur l'utilisation des ressources. Selon eux, la protection et les politiques de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges encouragent des pratiques agricoles préjudiciables pour l'environnement comme l'agriculture intensive, y compris une forte utilisation d'engrais et de pesticides. Il en résulte une dégradation des ressources et une perturbation de l'environnement, par exemple des effets nuisibles sur les eaux souterraines, le sol et la biodiversité. En outre, ces Membres notent que le soutien ayant des effets de distorsion des échanges, y compris les subventions à l'exportation, peuvent également avoir une incidence négative sur l'environnement, dans des pays tiers, en particulier des pays en développement, car de telles mesures font baisser les prix internationaux et accroissent leur instabilité. En conséquence, les recettes de l'agriculture dans les pays en développement sont plus faibles qu'elles ne devraient l'être, ce qui aggrave la pauvreté et rend encore plus difficile aux agriculteurs de ces pays le passage à des pratiques plus viables du point de vue de l'environnement. Ces Membres préconisent donc une réduction de la protection et du soutien agricole ayant des effets de distorsion des échanges comme moyen de faire progresser simultanément les objectifs en matière de commerce, de développement et d'environnement.

8. D'autres Membres ont souligné les effets positifs sur l'environnement de l'agriculture, y compris la conservation des terres, la gestion des ressources en eau, la préservation de la biodiversité et des habitats et la protection des paysages. Selon eux, un certain niveau de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges est nécessaire pour maintenir la production agricole, en particulier dans les régions à faible potentiel agricole et garantir ainsi des effets externes positifs sur l'environnement. Ces Membres soutiennent que, pour atteindre leurs objectifs en matière de considérations autres que d'ordre commercial comme la protection de l'environnement, ils ont aussi besoin d'un niveau approprié de protection à la frontière comme instrument complémentaire.

9. Une autre question soulevée lors des négociations est l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture. Cet article exempte, dans le cas des pays en développement, certaines mesures de soutien interne des engagements de réduction qui leur seraient autrement applicables. Il y a eu plusieurs propositions visant à élargir la liste de ces mesures exemptées, y compris une proposition visant à inclure les mesures de soutien qui sont essentielles pour encourager les mesures de conservation dans les pays en développement.

10. Enfin, il convient de noter que, dans le cadre de réformes unilatérales, certains Membres envisagent actuellement la possibilité de subordonner le soutien interne au respect de critères environnementaux ou d'adopter des mesures de réforme dans ce sens.

#### D. CATÉGORIE VERTE

11. En vertu de l'Accord sur l'agriculture, le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges qui excède les niveaux *de minimis* fait l'objet d'engagements de réduction; c'est ce que l'on appelle le soutien relevant de la catégorie orange. Cependant, les versements directs au titre de programmes de limitation de la production, bien qu'ils aient également des effets de distorsion des échanges, sont exemptés des engagements de réduction (catégorie bleue). Le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges ou des effets sur la production nuls ou, au plus, minimes que l'on appelle soutien relevant de la catégorie verte, peut être fourni par les pouvoirs publics comme ils le jugent bon, à condition que les critères définissant les mesures relevant de la catégorie verte soient respectés. Ces critères sont spécifiés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

12. La catégorie verte recouvre un large éventail de programmes et de mesures, allant de divers programmes de services publics à divers versements directs ciblés aux producteurs. La catégorie verte inclut, par exemple, le soutien à la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement ainsi que les versements directs au titre de programmes de protection de l'environnement qui remplissent certaines conditions, par exemple que les versements soient effectués dans le cadre d'un programme public clairement défini et soient limités aux coûts supplémentaires découlant de l'observation du programme (paragraphe 12 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture).

13. Durant les négociations, certains Membres ont proposé d'établir un plafond pour les dépenses globales relevant de la catégorie verte. Une telle mesure toucherait tous les types de soutien relevant de la catégorie verte, y compris les versements au titre de programmes de protection de l'environnement. D'autres ont préconisé d'établir un tel plafond uniquement pour les pays développés. D'autres encore sont opposés à l'établissement de limites, quelles qu'elles soient, pour les dépenses relevant de la catégorie verte. Pour ce qui est des mesures visant à protéger l'environnement, il a été proposé que ces mesures soient intégrées dans l'Accord sur l'agriculture et soient bien ciblées, transparentes et mises en œuvre d'une manière qui fausse le moins possible les échanges.

14. Plusieurs propositions spécifiques ont été faites concernant le paragraphe 12 de l'Annexe 2, à savoir la catégorie verte, pour les versements au titre de la protection de l'environnement. Alors que certains pays ont proposé de conserver le paragraphe 12 en l'état, d'autres aimeraient préciser certains de ses termes pour faire en sorte que le soutien fourni au titre de programmes de protection de

l'environnement ne soit pas fonction du volume de la production. Un autre Membre a proposé que des versements soient aussi autorisés pour compenser l'octroi d'avantages environnementaux si ceux-ci sont clairement définis dans la législation nationale. D'autres propositions visent à inclure les versements concernant les paysages ou les versements au titre du bien-être des animaux dans ce chapitre de la catégorie verte.

15. Le paragraphe 13 de la catégorie verte recouvre les versements au titre de programmes d'aide régionale. Un Membre a proposé d'établir des critères pour définir une région particulière comme étant défavorisée. Selon cette proposition, les Membres se verraient ménager la flexibilité nécessaire pour fournir à ces régions un soutien leur permettant de maintenir et d'améliorer leurs systèmes de production traditionnels et l'environnement. D'autres Membres préfèrent maintenir le paragraphe 13 en l'état ou ont proposé des changements non liés à l'environnement.

11. Outre les dispositions existantes, un Membre a proposé d'ajouter une nouvelle catégorie de mesures à exempter des engagements de réduction au titre de la catégorie verte. Cette catégorie comporte les versements destinés à compenser les coûts supplémentaires liés à l'existence de normes de production plus élevées. L'admissibilité au bénéfice de versements à ce titre sera déterminée dans le cadre d'un programme public clairement défini visant à traiter les préoccupations des non-producteurs, telles que les exigences des consommateurs et de la société, et dépendra de l'observation de conditions spécifiques liées aux méthodes de production ou aux intrants. Bien que les normes environnementales ne soient pas spécifiquement mentionnées dans cette proposition, elles seraient probablement couvertes par ce paragraphe. D'autres Membres sont opposés à l'inclusion d'une telle exception dans la catégorie verte.

#### E. ÉTIQUETAGE

12. Plusieurs Membres ont noté que les consommateurs étaient de plus en plus demandeurs d'information sur les produits agricoles, en particulier les denrées alimentaires. Parmi les renseignements demandés figurent les caractéristiques des produits agricoles, leurs propriétés d'emploi ou leurs procédés et méthodes de production – souvent liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires mais également aux considérations environnementales et à d'autres préoccupations. Selon ces Membres, la façon la moins restrictive pour les échanges de fournir ces renseignements est l'étiquetage. À cet égard, il a été proposé que les Membres clarifient par une interprétation commune les critères et lignes directrices pour la mise en œuvre de prescriptions en matière d'étiquetage obligatoires pour les produits alimentaires et agricoles.

13. D'autres Membres considèrent que l'étiquetage et l'information du consommateur ne relèvent pas du mandat des négociations sur l'agriculture. Ils estiment que l'étiquetage obligatoire devrait être traité dans d'autres enceintes, y compris le Comité des obstacles techniques au commerce.

#### F. CONCLUSION

14. Tout au long des négociations sur l'agriculture, les questions environnementales ont fait partie intégrante des discussions sur les considérations autres que d'ordre commercial. Si les Membres sont généralement d'avis que la protection de l'environnement est un objectif de politique générale légitime, des divergences de vues subsistent quant aux instruments appropriés pour atteindre cet objectif. Un certain nombre de Membres estiment que des mesures ciblées, transparentes et n'ayant pas d'effets de distorsion des échanges, ou au plus des effets minimes, constituent des outils efficaces. Beaucoup d'entre eux voient la réduction du soutien ayant des effets de distorsion des échanges et de la protection à la frontière comme ayant un effet positif global sur l'environnement. D'autres font valoir qu'ils ont besoin d'un soutien ayant des effets de distorsion des échanges et d'une protection à la frontière pour atteindre leurs objectifs non commerciaux, y compris la protection de l'environnement. Un large consensus se dégage cependant en faveur du maintien des dispositions liées à

l'environnement de la catégorie verte. Ce point, ainsi que la proposition visant à inclure les mesures de soutien qui sont essentielles pour encourager des mesures de conservation dans les pays en développement, sont également reflétés dans le premier projet de modalités pour les nouveaux engagements établi par le Président des négociations sur l'agriculture et publié il y a deux jours (JOB(03)/23, daté du 12 février 2003).

---